

Direction de l'Aménagement du territoire et  
des affaires financières  
Bureau de l'Environnement

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**ARRETE DE PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES**

Le Préfet du Morbihan  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** la directive 2008/1/CE du 15 janvier 2008 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution ;
- Vu** le titre 1<sup>er</sup> livre V de la partie législative du Code de l'Environnement ;
- Vu** le titre 1<sup>er</sup> livre V de la partie réglementaire du Code de l'Environnement ;
- Vu** les articles du code de l'environnement : article R 512.45 sur le bilan de fonctionnement et article R 512.46 sur les déclarations d'émissions polluantes et R 512 - 28 sur la prise en compte dans les prescriptions de l'efficacité des meilleures techniques disponibles ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 7 février 2005 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> Août 2005 établissant les prescriptions minimales à mettre en œuvre en zone vulnérable et modifiant l'arrêté du 6 mars 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2005 définissant le programme d'action pris en application de la directive CEE 91-676 du 12 décembre 1991 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié relatif au bilan de fonctionnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2008 donnant délégation de signature à Monsieur Yves HUSSON, secrétaire général de la préfecture ;
- Vu** le Récépissé de Déclaration en date du 21 janvier 1987 délivré à Monsieur Patrick CHAUVIN domicilié au lieu-dit « Chez Piraud » 56220 CADEN en vue d'exploiter un élevage de 15000 dindes ;
- Vu** le Récépissé de Déclaration article 35 en date du 22 mai 1996 délivré à Monsieur Patrick CHAUVIN domicilié au lieu-dit « Chez Piraud » 56220 CADEN en vue d'exploiter un élevage de 15000 dindes, soit 45000 animaux équivalents situé au lieu-dit « Chez Piraud » à CADEN ;
- Vu** l'Arrêté de Prescriptions Complémentaires en date du 15 avril 2002 délivré à Madame CHAUVIN Olga domicilié au lieu-dit « Chez Piraud » 56220 CADEN pour exploiter à cette adresse un élevage de volailles comportant 15000 dindes, soit 45000 animaux équivalents ;
- Vu** le Récépissé de Déclaration de Succession en date du 20 décembre 2007 délivré à l'EARL DU GRAND VAL dont le siège social se situe au lieu-dit « Chez Piraud » 56220 CADEN en vue de poursuivre l'exploitation à cette adresse d'un élevage de volailles comportant 15000 dindes, soit 45000 animaux équivalents ;
- Vu** le dépôt du dossier correspondant au bilan de fonctionnement en date du 4 mai 2007 ;
- Vu** le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées ;
- Vu** l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques ;

**Considérant** qu'il y a lieu, en application de l'article R 512-31 du code de l'environnement, de renforcer les prescriptions techniques par arrêté complémentaire ;

**Considérant** que compte tenu des effectifs réglementés susvisés, l'exploitation est concernée par l'application de des arrêtés ministériels du 29 juin 2004 modifié et du 31 janvier 2008 ;

**Considérant** l'existence d'un document de référence élaboré par la commission européenne et dénommé **BREF** (Best available techniques REFérence documents) élevages intensifs décrivant les meilleures techniques disponibles au moment de leur rédaction ;

**Considérant** que l'article R 512 -28 et R 512-31 du code de l'environnement sus visé donne la possibilité aux préfets d'imposer toute prescription complémentaire qu'ils jugent nécessaire à la préservation des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles est de nature à renforcer les conditions d'aménagement et d'exploitation dans le but de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du livre V du Code de l'Environnement notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

**Sur** proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

## A R R E T E

**Article 1<sup>er</sup>** : Les dispositions techniques réglementant l'établissement exploité par l'**EARL DU GRAND VAL** dont le siège d'exploitation se situe au lieu-dit « **Chez Piraud** » **56220 CADEN** pour l'exploitation à **cette adresse** d'un élevage de **45000 animaux équivalents** sont renforcées comme suit :

A) L'installation est soumise aux dispositions de l'arrêté ministériel du 7 février 2005 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement.

B) L'exploitant doit annuellement vérifier les seuils d'émissions d'ammoniac (NH3) générées par son élevage afin de déclarer les dites émissions conformément aux textes en vigueur et réaliser un bilan de fonctionnement de fréquence décennal, **le prochain devant être transmis en 2017**.

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) telles que définies en annexe de l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié et rappelées ci dessous, et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

Les meilleures techniques disponibles se définissent comme le stade de développement le plus efficace et avancé des activités et de leurs modes d'exploitation, démontrant l'aptitude pratique de techniques particulières à constituer, en principe, la base des valeurs limites d'émission visant à éviter et, lorsque cela s'avère impossible, à réduire de manière générale les émissions et l'impact sur l'environnement dans son ensemble.

Par « techniques », on entend aussi bien les techniques employées que la manière dont l'installation est conçue, construite, entretenue, exploitée et mise à l'arrêt.

Par « disponibles », on entend les techniques mises au point sur une échelle permettant de les appliquer dans le contexte du secteur industriel ou agricole concerné, dans des conditions économiquement et techniquement viables, en prenant en considération les coûts et les avantages, que ces techniques soient utilisées ou produites ou non sur le territoire, pour autant que l'exploitant concerné puisse y avoir accès dans des conditions raisonnables.

Par « meilleures », on entend les techniques les plus efficaces pour atteindre un niveau général élevé de protection de l'environnement dans son ensemble.

L'exploitant doit notamment tenir à disposition de l'inspection les justificatifs relatifs à :

- la consommation d'eau pour l'activité d'élevage ;
- la consommation d'énergie ;
- les quantités d'aliments consommées par les animaux ;
- la destination des déchets produits par l'installation ;

C) L'installation est soumise aux dispositions du programme d'action départemental pris en application du décret n° 2001- 34 du 10 Janvier 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole, modifié par le décret n° 2005-634 du 30 mai 2005.

La fertilisation doit notamment répondre aux tableaux de calendriers d'épandage dans les conditions prévues par le programme d'action départemental contre la pollution par les nitrates d'origine agricole. De même, les modalités d'enregistrement de la fertilisation doivent répondre aux dispositions de l'arrêté du ministériel du 1<sup>er</sup> Août 2005 reprise dans le programme d'action.

### AUTRES DISPOSITIONS

**Article 2 :** La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Pour les tiers, personne physique ou morale, les communes intéressées, leurs groupements ou leurs syndicats, le délai de recours est de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent Arrêté.

**Article 3 :** Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'autorisation est soumise et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté est déposée aux archives des mairies concernées, et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché à la porte de ces mairies pendant une durée minimum d'un mois. Procès verbal de l'accomplissement de ces formalités sera établi par les soins des maires des communes concernées, et adressé à la préfecture du Morbihan.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire. Un avis sera inséré par les soins du Préfet du Morbihan, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux d'annonces légales du département.

**Article 4 :** Le Secrétaire Général de la Préfecture du Morbihan, les Maires des communes concernées et le Directeur départemental des Services Vétérinaires, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

VANNES, le 29 DEC. 2008

LE PREFET,

Pour le préfet et par délégation,  
le Sous-Préfet Directeur de Cabinet

  
Victor DEVOUGE

#### Copie du présent arrêté sera adressée à :

- M. le Maire de la commune de CADEN
- M. le Directeur départemental des Services Vétérinaires, 8 avenue Edgar Degas 56000 VANNES
- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, Boulevard de la Résistance 56000 VANNES
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, Boulevard de la Paix 56000 VANNES
- M. le Directeur Départemental de l'Équipement, 8 rue du Commerce 56019 VANNES
- M. le Directeur de l'agence de bassin de l'eau Loire Bretagne, Avenue de Buffon B.P. 6339, 45063 ORLEANS La Source Cedex 2
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, rue Jean Jaurès 56000 VANNES
- M. l'Inspecteur du Travail chargé du Service Départemental de l'Inspection du Travail et de la Protection Sociale Agricole, Boulevard de la Paix 56000 VANNES
- EARL DU GRAND VAL « Chez Piraud » 56220 CADEN

